

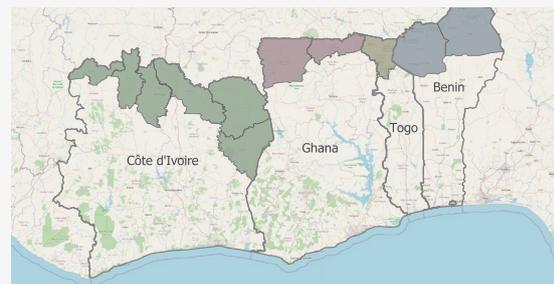
Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles. Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

Contexte

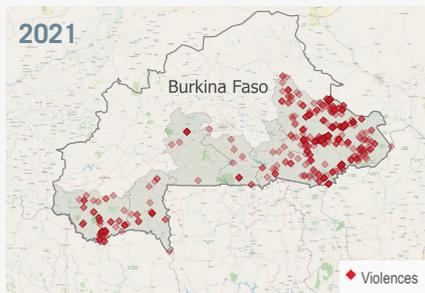
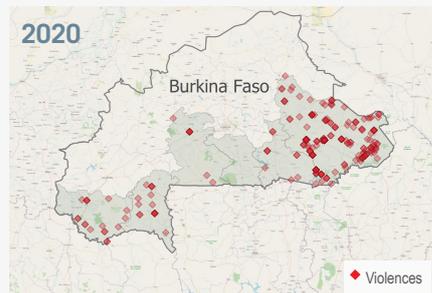
Les pays côtiers du Golfe de Guinée (Ghana, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo) font l'objet, depuis près de deux ans, d'une détérioration des conditions sécuritaires en lien avec l'expansion de la crise touchant le Sahel Central. Plusieurs tendances observées en 2022 confirment l'accélération de ce phénomène. D'une part, les attaques dans les zones du sud du Burkina Faso ont augmenté de 143% entre janvier 2021 et mai 2022¹. Ceci s'est traduit par le déplacement de milliers de réfugiés Burkinabè vers le nord-est de la Côte d'Ivoire et dans le nord du Bénin. Par ailleurs, depuis début 2021, de nombreuses incursions de groupes armés non étatiques ont été signalées dans les pays limitrophes au sud du Burkina Faso. Ces attaques, de plus en plus fréquentes depuis le début de l'année 2022, notamment en Côte d'Ivoire et au Bénin, se sont pour la première fois étendues au Togo en mai 2022².

Cette recrudescence de l'insécurité se combine avec la présence de tensions intercommunautaires ainsi qu'une dégradation de la sécurité alimentaire, dans des zones où l'agriculture et l'élevage sont les principales sources de subsistance pour les populations locales. Une éventuelle augmentation des incursions des groupes armés non étatiques risquerait d'exposer les civils à des risques de protection, à la clôture progressive des services de base et pourrait causer des mouvements importants de populations.

Couverture géographique



Régions administratives: Bénin (Alibori, Atacora) ; Côte d'Ivoire (Savanes, Zanzan) ; Ghana (Upper East, Upper West) ; Togo (Savanes)



Chiffres clés³ (janvier - mai 2022)

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo
# d'incidents violents	17	5	11	1
Population à risque sur population totale	1,9M (16%) sur 11,9M	2,9M (11%) sur 22,9M	2,1M (7%) sur 29,3M	1,1M (9%) sur 11,9M

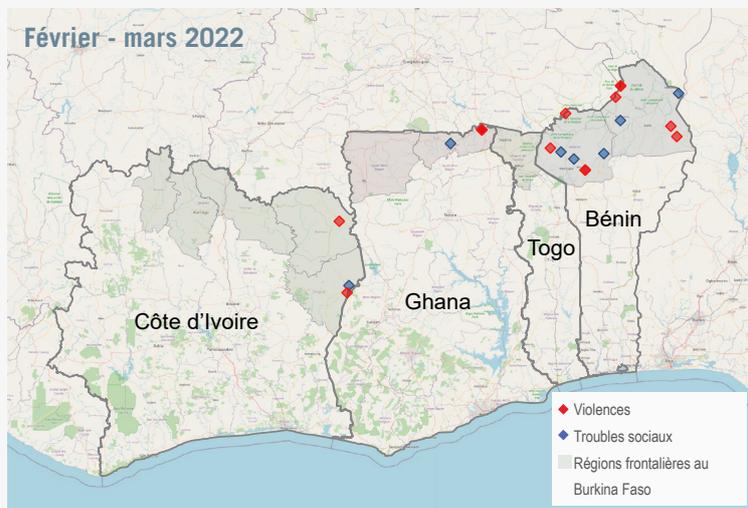
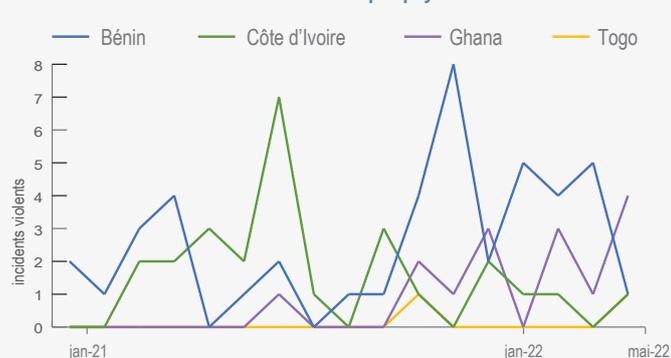
Évolution des incidents sécuritaires³

Entre janvier 2021 et 2022, 129 incidents ont été reportés dans les régions du nord du Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire, le long de la frontière avec le sud du Burkina Faso. Sur 86 incidents rapportés en 2021, 61% étaient des attaques menées par des groupes armés non étatiques. Le Bénin et la Côte d'Ivoire sont les pays les plus touchés par ces incidents.

En 2022, sur 43 incidents rapportés pendant les cinq premiers mois de l'année, 79% étaient des incursions des groupes armés non étatiques, le Bénin restant le pays le plus affecté par les attaques, suivi du Ghana.

Évolution notable en 2022, les groupes armés non étatiques chercheraient désormais à étendre leurs activités vers les pays côtiers. Les forêts situées à la frontière sud du Burkina Faso seraient utilisées comme bases sûres. La présence de zones forestières très denses limite la capacité d'accès et affecte la possibilité de faire le suivi de la situation⁴.

Evolution des incidents de violence par pays



¹ ACLED est la source de toutes les données relatives aux incidents de sécurité dans ce document.

² <https://www.africanews.com/2022/05/11/eight-soldiers-killed-in-togo-terrorist-attack-government/>

³ Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.

⁴ *Idem*, note 2

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
 Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

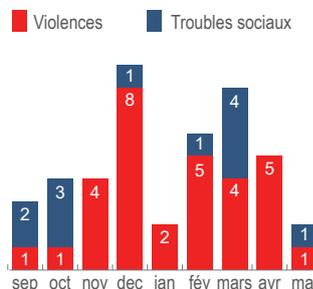
Insécurité

This section examines the evolution of security incidents in coastal countries between September 2021 and May 2022. The terms «social unrest» and «violence» are used to distinguish demonstrations, popular uprisings, law enforcement incidents, and societal challenges from violent events such as attacks by armed groups, communal conflicts, or kidnappings, among others.

Bénin

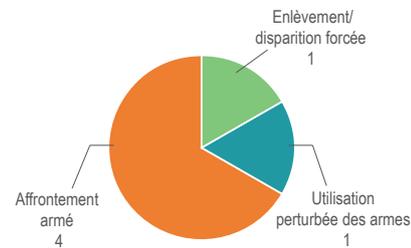
Le Bénin a été, entre septembre 2021 et mars 2022, témoin d'une hausse importante des incidents sécuritaires, il s'agit, pour la plupart; des cas de violences, dont le pic a été enregistré en décembre 2021. Les violences se sont poursuivies également en avril et mai 2022. Ces dernières renvoient principalement à des attaques attribuées à un groupe armé non étatique. L'activité de ce groupe, qui utilise aussi des engins explosifs improvisés, est rapportée dans les régions frontalières du Burkina Faso (Alibori, Atakora).

Évolution des incidents sécuritaires



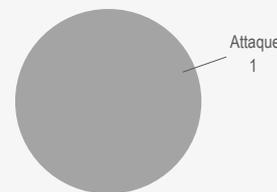
Répartition des «violences»

(avril-mai 2022)



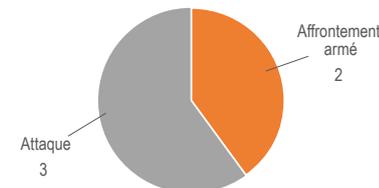
Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a connu, au cours de la période considérée, des affrontements sporadiques entre groupes armés non étatiques et forces armées, dont le nombre était relativement stable au cours des mois analysés. Le seul incident violent rapporté au mois de mai 2022 renvoie à l'incursion d'un groupe armé non identifié.



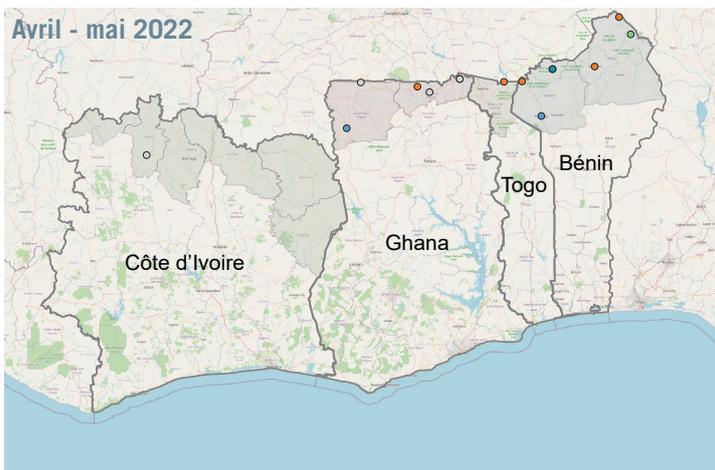
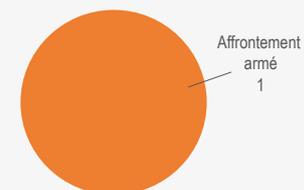
Ghana

Au Ghana, le nombre d'incidents violents recensés dans le nord du pays a augmenté de manière progressive entre septembre 2021 et mai 2022. Ces incidents sont répartis entre attaques, incursions de groupes armés non étatiques et affrontements intercommunautaires. Quatre cas de violences ont été enregistrés pour le seul mois de mai.



Togo

Le Togo a connu trois incidents sécuritaires au cours de la période dont, au mois de mai 2022, un incident violent qui attribué aux incursions du même groupe armé non étatique qui a conduit des incursions au Bénin. Il s'agit de la première attaque rapportée dans le pays par ce groupe armé.



Incidents sécuritaires par catégorie

- Affrontement armé
- Arrestations
- Attaque
- Enlèvement/disparition forcée
- Explosif à distance/mine terrestre/IED
- Manifestation avec intervention des forces de l'ordre
- Manifestation violente
- Pillage/destruction de biens
- Utilisation perturbée des armes
- Violence sexuelle en temps de guerre
- Manifestation violente

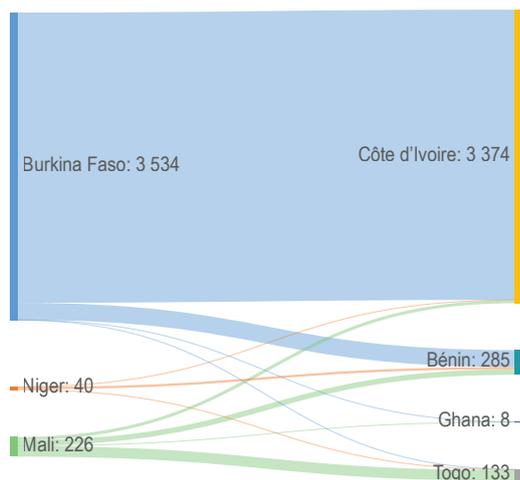
Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

Dynamiques de déplacement

La région du Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger) fait face à une grave crise sécuritaire, humanitaire et de protection, contraignant des millions de personnes à fuir leurs foyers. Si la grande majorité des déplacements ont été enregistrés à l'intérieur de ces pays, des mouvements de populations ont été observés vers les pays côtiers.

A partir de mai 2021, un afflux progressif de réfugiés du Burkina Faso a été observé en Côte d'Ivoire. A la date du 30 mai 2022, plus de 3 000 réfugiés burkinabè, dont la plupart sont des femmes et des enfants, ont été enregistrés par le HCR. Au Bénin, plus de 190 nouveaux réfugiés burkinabè ont été enregistrés.

Provenance des réfugiés et les demandeurs d'asile⁴



Au vu de l'instabilité sécuritaire prévalant dans la région du Sahel central, une augmentation d'afflux de réfugiés Burkinabè vers les pays côtiers doit être anticipée.

Pays de provenance	Pays d'accueil				Total
	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	
Burkina Faso	195	3 335	3	1	3 534
Mali	63	36	5	122	226
Niger	27	3		10	40
Total	285	3 374	8	133	3 800

Statut opérationnel des frontières⁵

Le statut opérationnel des frontières lié à la COVID-19 dans les pays côtiers est très différent du statut dans les autres pays d'Afrique de l'ouest. En effet, les frontières terrestres de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo et du Ghana sont toutes officiellement fermées ou imposent des restrictions très strictes à l'entrée, il s'agit des seuls pays de la région où c'est le cas.

Dans les quatre pays, les aéroports sont ouverts au trafic commercial. Outre la fermeture des frontières liées à la COVID-19, il faut ajouter la fermeture, unilatérale, des frontières avec le Burkina Faso par le Togo et le Bénin à la fin de l'année 2021 en raison de conflits communautaires et agropastoraux.



Pays	Type de frontière	Statut de la frontière			Total
		Frontière fermée	Frontière ouverte	Frontière partiellement opérationnelle	
Bénin	Aéroport	0	1	0	1
	Frontière terrestre	14	0	0	14
	Total	14	1	0	15
Côte d'Ivoire	Aéroport	0	1	0	1
	Frontière terrestre	0	0	18	18
	Total	0	1	18	19
Ghana	Aéroport	0	1	0	1
	Frontière 'bleue'	2	0	0	2
	Frontière terrestre	31	0	0	31
Total	33	1	0	34	
Togo	Aéroport	0	1	0	1
	Frontière terrestre	6	0	0	6
	Total	6	1	0	7
Total		53	4	18	75

⁴HCR (en juin 2022)
⁵OIM

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Sécurité alimentaire

La dernière analyse du Cadre Harmonisé (CH) réalisée en mars 2022 montre que la faim et la malnutrition sont en hausse dans les quatre pays côtiers couverts par cette analyse. Dans la période actuelle (mars-mai 2022), environ 2,3 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (Phase 3-5) au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo. Cela inclut près de 80 000 personnes classées en situation d'urgence (phase 4), et représente une augmentation de 35 % par rapport à 2021. Les estimations du CH sont également bien supérieures à la moyenne sur cinq ans (387%).

Pour la période projetée (juin-août 2022), la situation devrait s'améliorer légèrement en raison du caractère saisonnier de la zone, mais on estime que 2,2 millions de personnes resteront en situation d'insécurité alimentaire, dont 41 000 personnes en situation d'urgence (phase 4). Ces projections sont également bien supérieures aux chiffres de l'année dernière (+46%) et nettement plus élevées que la moyenne sur 5 ans (+335%). Pour le Bénin, les estimations pour 2022 sont les chiffres les plus élevés enregistrés depuis le début de l'exercice du CH.

La détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle est due à une variété de facteurs qui s'aggravent mutuellement. Les prix des denrées alimentaires ont généralement suivi une tendance à la hausse depuis début 2021 et, en mars 2022, ils étaient bien supérieurs à la moyenne sur cinq ans. Les facteurs macroéconomiques jouent également un rôle

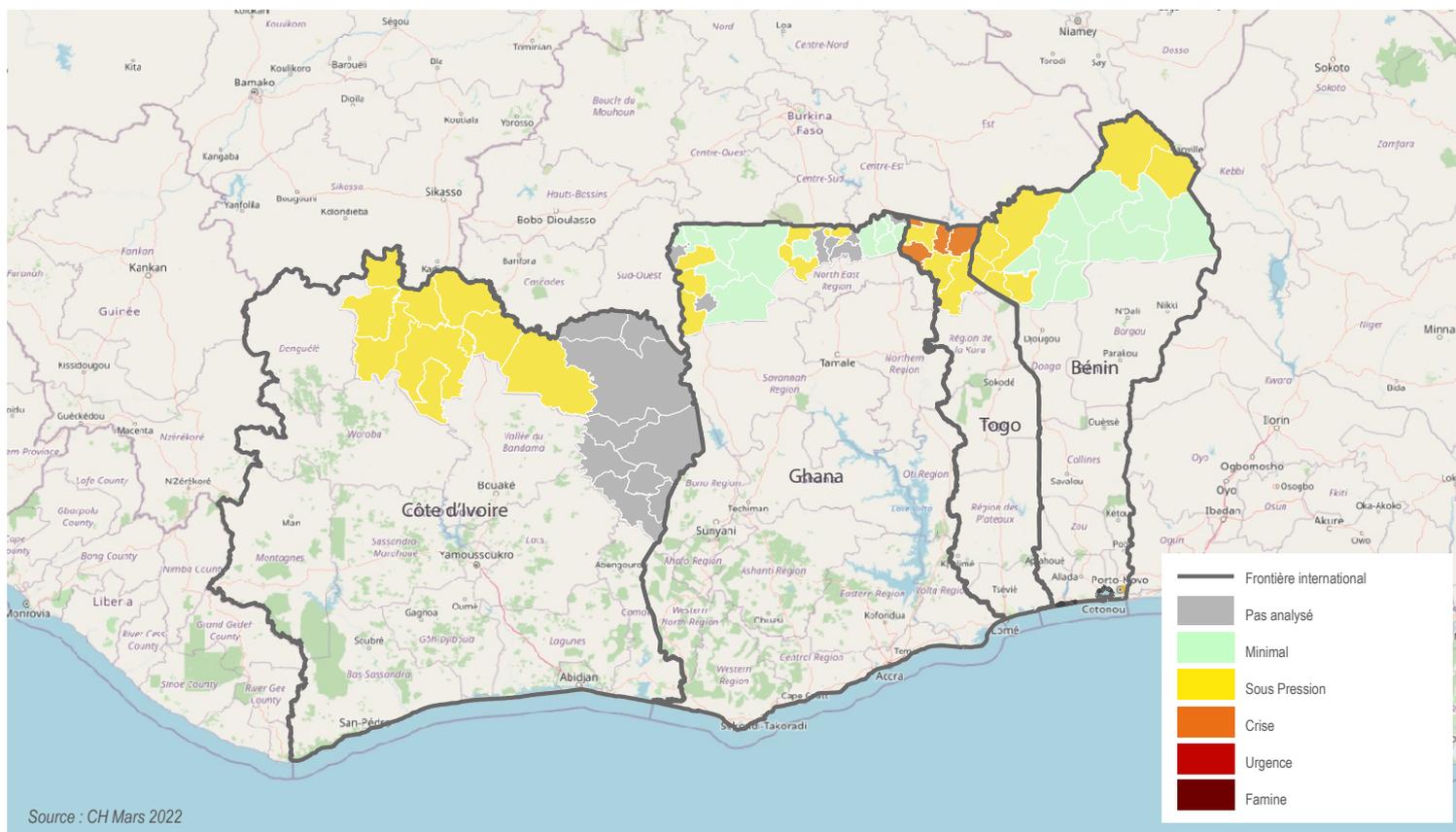
majeur dans l'insécurité alimentaire, les pays se remettant encore des impacts socio-économiques de la pandémie de Covid-19, qui a entraîné une augmentation de 3% de l'extrême pauvreté entre 2020 et 2021 selon une étude menée par la CEDEAO, la CEEAC et le PAM. Alors que les perspectives économiques initiales pour 2021 et 2022 étaient légèrement plus optimistes que la période précédente, les pays sont aux prises avec un endettement élevé et devront faire face à des défis économiques importants pour répondre à la crise alimentaire en 2022.

Les perspectives climatiques saisonnières indiquent que la saison des pluies de 2022 sera irrégulière et inférieure à la normale, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur la production agricole pendant la saison 2022-23, limitant la disponibilité et l'accès à la nourriture pour les personnes vulnérables. La région côtière est également susceptible de connaître de nouvelles augmentations des prix des denrées alimentaires et des perturbations de l'approvisionnement en produits agricoles (notamment en engrais), en raison du conflit en cours en Ukraine.

Une détérioration des conditions de sécurité est un facteur aggravant supplémentaire. La recrudescence de la violence reflète surtout un débordement de la crise sécuritaire du Sahel central, car les zones frontalières les plus septentrionales des États littoraux accueillent des routes de contrebande et de commerce qui jouent un rôle important pour les membres des groupes armés non étatiques.

Les attaques ont commencé à cibler les communautés locales, ce qui augmente le risque de déplacements et de perturbation des moyens de subsistance agricoles.

Situation alimentaire et nutritionnelle projetée (Juin - Août 2022)



*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
 Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Dynamiques intercommunautaires et droits de l'Homme

Cette analyse couvre la période de janvier à mai 2022 et se base sur un suivi des médias, utilise les données ACLED, le rapport mensuel d'alerte précoce sur les Droits de l'Homme du HCDH7 de la plateforme EMM (European Media Monitoring) comme sources principales d'information. Cette analyse est fournie en fonction des zones de risque à la sécurité interne et aux dynamiques intercommunautaires qui peuvent potentiellement contribuer à une détérioration de la situation des droits de l'homme, de la protection et de la sécurité, conformément au cadre de risque de la Plateforme de prévention intégrée (Regional Monthly Review). Au cours de la période considérée, ont été compilés 25 articles de presse relatifs à l'insécurité dans les quatre pays côtiers.

Augmentation des facteurs de risque « actions des groupes armés non étatiques et des milices », « violence communautaire » et « pratiques discriminatoires fondées sur la religion ou la conviction »

Bénin

Selon les informations recueillies auprès d'ACLED et de EMM, les violences communautaires deviennent de plus en plus préoccupantes, avec le Bénin devenant la clé de voûte de la stratégie de groupes armés d'exploiter les fractures communautaires. Le Bénin est en effet le pays ayant enregistré la plus forte expansion de tensions ethniques des quatre pays côtiers et le plus grand nombre de conflits interethniques. D'une part, entre janvier et mai 2022, plusieurs affrontements entre pasteurs et agriculteurs ont été enregistrés, ceux-ci se superposant aux tensions intercommunautaires entre éleveurs principalement Peuls et agriculteurs d'autres groupes ethniques.

D'autre part, plusieurs conflits entre groupes ethniques ont été recensés. Ces conflits sont souvent liés à des disputes de pouvoir, et ont conduit au décès de plusieurs personnes.

En outre, le nord du Bénin a connu une vingtaine d'attaques contre les forces armées entre fin 2021 et mai 2022. Il s'agit du nombre d'attaques le plus important depuis que le Bénin a commencé à faire face aux attaques des groupes armés non étatiques, selon ACLED.

Les violences communautaires et les attaques de groupes armés contre les forces armées contribuent à la fragilisation des dynamiques intercommunautaires et augmentent le risque de stigmatisation de certains groupes au Bénin.

Pour ce qui est des droits de l'Homme, le HCDH note que le Bénin est le deuxième pays en Afrique de l'Ouest où la liberté d'expression était la plus menacée entre janvier et mai 2022.

Côte d'Ivoire

Alors que la Côte d'Ivoire renforce la sécurité de sa frontière avec le Burkina Faso, certains groupes dans le nord du pays ont signalé qu'ils étaient ciblés comme partisans des insurgés et harcelés par les forces de sécurité. Ainsi, l'hostilité dans le nord du pays à l'égard de ces groupes accroît.

Les défenseurs des droits de l'homme ont mis en garde contre le fait que ces comportements répréhensibles des forces de sécurité pourraient se retourner contre elles en fournissant un terrain de recrutement fertile aux membres de groupes armés non étatiques.

Il est nécessaire de continuer à surveiller l'évolution inquiétante concernant la discrimination à l'encontre de certains groupes minoritaires dans de nombreux pays de la région.

Augmentation du facteur de risque « Pratiques discriminatoires fondées sur l'origine ethnique »

Ghana

Selon le HCDH, les libertés d'expression et de la presse sont menacées de faire face à des restrictions. Ces dernières sont entravées et les arrestations des journalistes se sont multipliées. (Le Ghana est passé de la 30e à la 60e place dans le World Press Freedom Index entre 2021 et 2022). Le HCDH considère le Ghana comme le pays où la liberté d'expression est la plus à risque en Afrique de l'Ouest.

Par ailleurs, le Ghana a été témoin d'une augmentation de cas de violences basées sur le genre et de harcèlement sexuel au cours des derniers mois.

Augmentation des facteurs de risque « actions des groupes armés non étatiques et des milices », et « pratiques discriminatoires fondées sur la religion ou la conviction »

Togo

En mai 2022, le Togo a été témoin de ses premières attaques de groupes armés non étatiques contre les forces de sécurité. Ces attaques ont conduit à la mort de 10 membres des forces armées.

La récente série de raids frontaliers dans les pays situés au sud du Sahel a confirmé les craintes que des groupes armés non étatiques de la région cherchent à progresser vers les pays côtiers. Les acteurs de la société civile mettent en garde contre la montée des violences dans le nord du pays, celle-ci étant en train de conduire à une montée en flèche des tensions communautaires et l'exploitation par les groupes armés des fractures sociales. Déjà, ACLED a recensé plus d'une dizaine d'incidents de manifestations à caractère xénophobe.

⁶ Le RMR est un cadre de suivi des risques adopté par les Nations unies. Le RMR utilise une combinaison d'analyses de développement, de la politique, des droits de l'homme et de l'humanitaire adopté par les Nations unies. Il oriente les décisions en matière d'alerte précoce et de prévention de la violence dans les pays à risque ou en crise. ⁷ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Le Granit

Le Groupe régional d'analyse intersectorielle (GRANIT) vise à réaliser des analyses collaboratives et conjointes de crises humanitaires en cours ou émergentes, sur la base des données et de l'expertise technique et sectorielle des agences onusiennes, ONG et d'autres organisations de portée régionale.

Le GRANIT, conçu sous l'impulsion d'OCHA, de l'OIM et de REACH, cherche à créer un forum d'experts techniques et gestionnaires de l'information afin d'ouvrir la voie à une approche analytique de type régionale, holistique et inter sectorielle pour informer les phases de préparation et de réponse aux crises.

Méthodologie

L'outil de veille vise à assurer le suivi de l'évolution de la situation dans les pays ciblés avec une approche multirisque. Pour ce faire, 15 indicateurs ont été sélectionnés par le groupe régional d'experts en préparation et réponse aux urgences et les membres du GRANIT. L'évaluation de la situation est élaborée par le groupe d'experts qui collaborent au GRANIT. La qualité de l'analyse est influencée par la complétude des données/information disponibles.

La fréquence de mise à jour est bimestrielle. Un découpage de la zone frontalière des pays (Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo) a été fait pour réduire la zone d'étude.

Pistes de réflexion proposées par les membres à explorer dans les analyses futures

1. Assurer un suivi régulier de l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones au sud du Burkina Faso et les zones nord des pays côtiers, tout le long de la frontière.
2. Améliorer l'analyse et la désagrégation des incidents sécuritaires pour avoir une meilleure lecture des dynamique internes dans les pays côtiers et mieux orienter les activités de veille et les décisions autour de la préparation et la réponse aux urgences.
3. Approfondir l'analyse des liens entre les anomalies négatives de biomasse dans les pays du Sahel central et les fréquences des conflits / conflits fonciers dans les pays côtiers.
4. Assurer un suivi régulier des mouvements de populations dans les pays ciblés.
5. Compléter la collecte des données pour informer les autres indicateurs sélectionnés pour l'outil de veille multirisques afin d'avoir une meilleure visibilité sur l'évolution du contexte.

Information sur les indicateurs

Ces indicateurs font référence à la méthodologie de veille élaborée par les experts sectoriels et les membres du GRANIT. Il est à souligner que seuls trois des 15 indicateurs présentés ci-dessous sont pris en compte dans ce rapport. L'ambition du GRANIT est de pouvoir inclure une analyse basée sur l'ensemble des indicateurs dans les rapports futurs, selon la disponibilité des données.

Indicateur [§]	Thématique	Secteur	Source	Pays disponible	Variation à suivre	Indicateur équivalent [†]	Code indicateur équivalent [‡]	Note
# Réfugiés	1.a Mouvement des populations		UNHCR Data portal	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Tous les réfugiés	NA		
# Personnes déplacées internes (PDI)	1.a Mouvement des populations	Protection				Humanitarian Indicator Registry	P6-2	
# de filles / garçons qui ont été séparés de leurs parents ou tuteurs.	1.b Mouvement des populations / Protection	Protection	MSNA/DTM			2022 JIAF indicator bank Humanitarian Indicator Registry	69 P1-PC7-1	

§ Tous les indicateurs seront étudié pour la période définie.

† Indicateurs équivalantes existant dans banques des données standardisés. ‡ Code Indicateur dans le banque de donnée standard

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

Information sur les indicateurs

Indicateur [§]	Thématique	Secteur	Source	Pays disponible	Variables à suivre	Indicateur équivalent [†]	Code indicateur équivalent [‡]	Note
# Troubles sociaux.	2. Incidents de sécurité	Protection	ACLED	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Arrestations ; Force excessive contre les manifestants ; Violence populaire ; Manifestation avec intervention des forces de l'ordre ; Manifestation violente.	N/A		tensions internes/violences
# Violences.	2. Incidents de sécurité	Protection	ACLED	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Enlèvement/disparition forcée ; Frappe aérienne/par drone ; Affrontement armé ; Attaque ; Utilisation perturbée des armes ; Grenade ; Explosif à distance/mine terrestre/IED ; Attaque par obus/artillerie/missile ; Violence sexuelle en temps de guerre; Attaque suicide ; Pillage/destruction de biens.	N/A		violence externe
# centres médicaux attaqués.	3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Santé	Services nationaux de santé			Humanitarian Indicator Registry	P-2	Pour cet indicateur, on s'intéresse au nombre de centres qui ont été ciblés, pour mieux comprendre l'évolution de la violence
# de centres médicaux affectés.	3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Santé	Services nationaux de santé			N/A		Pour cet indicateur, nous voudrions avoir une idée du nombre de centres qui ont vu diminuer leur activité pour des problèmes liés au conflit (i.e : centres où le personnel a arrêté d'y aller ; manque de médicament ; etc)
# écoles (non) fonctionnelles en raison de l'insécurité	3.b Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Éducation	BdD nationaux/ évaluations EiE					
# points d'eau non accessibles en raison de l'insécurité	3.c Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	WASH	Évaluations spécifiques WASH					
# structures WASH et d'installations sanitaires non accessibles en raison de l'insécurité	3.c Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	WASH	Évaluations spécifiques WASH					
# de ménages dirigés par des enfants	4. Protection	Protection	MSNA			Humanitarian Indicator Registry	P5-2	
Déficit hydrique climatique	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Indice de sévérité de la sécheresse	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Accumulation de précipitations	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Température maximale	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				

§ Tous les indicateurs seront étudiés pour la période définie.

† Indicateurs équivalents existant dans les banques de données standardisées. ‡ Code Indicateur dans la banque de donnée standard